



Guillaume Kasbarian, ministre en charge de la liquidation de la Fonction publique et de ses agent-es !?

Guillaume Kasbarian avait signifié à la CGT Fonction publique qu'il considérait nécessaire de ne procéder à aucune augmentation des impôts et des cotisations sociales et de baisser de manière conséquente la dépense publique.

Serviteur zélé de l'austérité budgétaire, nul doute que Guillaume Kasbarian participe pleinement au choc budgétaire infligé aux opérateurs de l'État, aux administrations, aux ministères, aux collectivités, aux hôpitaux, aux établissements du secteur médico-social, notamment.

Les citoyen·nes et les usager·ères des services publics paieront un lourd tribut au titre de ces coupes budgétaires si elles devenaient effectives.

En marche, Guillaume Kasbarian veut aussi casser et dégrader toujours plus les droits, les conditions de vie et de travail des agent-es public·ques.

Outre la poursuite du gel de la valeur du point d'indice, la suppression de la Gipa, les attaques portées contre le Statut général des fonctionnaires, voilà que ce dernier porte de nouvelles attaques à l'encontre de leurs droits sociaux avec, entre autres, un passage de un à trois jours de carence, le maintien de la rémunération durant les trois premiers mois du congé maladie passerait par ailleurs de 100 % à 90%.

Quelques semaines après sa nomination, Guillaume Kasbarian se veut le ministre de la liquidation de la Fonction publique et de ses agent-es !

À l'image du déni de démocratie et des coups de force d'Emmanuel Macron, Guillaume Kasbarian n'aura pas pris la peine de rencontrer les organisations syndicales sur les annonces en question confirmant ainsi le piétinement de la démocratie sociale dans la Fonction publique.

Il est urgent de l'arrêter et d'imposer d'autres choix par la mobilisation unitaire des agent-es public·ques, fonctionnaires et non titulaires, actif·ves et retraité·es. C'est dans ce sens que la CGT Fonction publique entend agir dans les jours et les semaines qui viennent.

La CGT Fonction publique apporte son soutien plein et entier à la mobilisation unitaire des personnels de la santé et du secteur médico-social du 29 octobre prochain.

Montreuil, le 28 octobre 2024